Monsieur le Président, après cela, le ministre a tenté de faire accroire que les nouveaux comités législatifs, c'est de la foutaise. Tout d'abord, les députés conservateurs qui étaient là, monsieur le Président, c'étaient des nullités. Ils ont été complètement inutiles. Tout ce qu'ils ont essayé de faire, c'est de bloquer. Tout ce qu'ils voulaient, c'était de s'en aller. Ils ne voulaient même pas recevoir des témoins. Ça a été l'opposition officielle et le Nouveau parti démocratique qui ont forcé les ministériels à entendre les gens qui voulaient se faire entendre. Il a fallu prendre des moyens extraordinaires pour forcer le gouvernement à entendre des témoins.

Même dans le projet de loi C-70, dans un autre article qui n'a pas trait à la désindexation des allocations familiales, le ministre voulait avoir le pouvoir de décider, de lui-même, si un enfant disparu était décédé. Ce qui est scandaleux, il y avait une personne au Québec qui est «montée» ici, monsieur le Président. Ce n'est pas le gouvernement. Il n'avait pas d'argent le gouvernement pour aider, parce que le gouvernement conservateur a de l'argent pour se payer des parties. C'est moi-même qui a trouvé des fonds pour que cette mère de famille vienne témoigner. J'ai offert en comité de donner mes dix minutes de droit de parole et tous les onze députés conservateurs ont dit non devant les médias et devant cette mère de famille pour entendre ses propos.

Alors, le ministre «charrie», il trompe effrontément la population et c'est pour cela que les gens au Québec et dans tout le Canada sont en colère, monsieur le Président. Et ce n'est pas pour rien que selon les sondages de ce matin on voit que la personnalité du premier ministre (M. Mulroney) diminue à grand pas. Ce n'est pas pour rien que la très grande majorité de la population canadienne est en désaccord sur les politiques de ce gouvernement.

Monsieur le Président, quant à nous de l'opposition officielle, on s'était engagés, dès le dépôt du budget. On savait clairement qu'il y avait trois mesures dans le budget qui étaient injustes et inacceptables.

Premièrement, la désindexation des pensions de sécurité de la vieillesse. Avec la collaboration des personnes âgées, nous avons réussi à faire perdre la face au ministre et à tous les députés conservateurs et même au premier ministre qui a dû reculer.

Deuxièmement, la taxe scandaleuse d'utiliser la santé des citoyens, afin que le gouvernement récupère de l'argent. Encore là, au mois d'août, nous avons réussi à forcer le gouvernement, et encore le ministre des Finances (M. Wilson) et le premier ministre à perdre la face, ainsi que tous les silencieux députés conservateurs. Le gouvernement a été obligé de reculer.

Et, monsieur le Président, je vous dis que la lutte n'est pas terminée pour les allocations familiales: Nous allons utiliser tous les moyens.

Et aujourd'hui, le ministre a annoncé la hausse des indexations du Régime des pensions du Canada et des pensions de sécurité de la vieillesse. Il y a eu une hausse de 4 p. 100. Grâce à qui? Pas grâce au gouvernement conservateur, grâce aux personnes âgées qui se sont tenues debout. Mais déjà, le gouvernement n'a pas voulu annoncer quelle serait la hausse des chèques des allocations familiales. Il serait important que les gens sachent que si le projet de loi est adopté, cela veut dire qu'au Canada anglais, l'augmentation des allocations familia-

les serait de 37c. par mois. Et au Québec, pour un enfant, elle serait de 18c. par mois.

Hier, j'écoutais le premier ministre à l'émission «Le Point» à Radio-Canada et, régulièrement, il disait que, lui, il voulait traiter la population de façon généreuse. Généreux à 18c. par mois, on ne va pas bien bien loin. Et en même temps ce gouvernement met une motion de clôture pour passer un projet de loi qui va aider les riches qui avaient \$60,000 et plus dans les banques de l'Ouest.

Monsieur le Président, ne vous demandez pas... De quelle province vient le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp)? De quelle région vient-il? Quel intérêt défend-il, monsieur le Président? Ses «chums» dans l'Ouest qui avaient de l'argent dans cette banque qui a fait faillite, parce qu'ils étaient des mauvais administrateurs, mais il se foutre carrément et éperdument des trois millions de familles au Canada qui ont des besoins.

Monsieur le Président, je m'adresse à tous les députés conservateurs de cette Chambre—parce qu'il ne sert à rien de parler au ministre, c'est un homme perdu—même à ceux qui ne sont pas ici aujourd'hui, dans chacune de vos circonscriptions, dans chacun de vos bureaux de circonscription, si vous ne faites pas des démarches pour que ce projet de loi ne soit pas accepté, si vous ne faites pas des démarches pour que les allocations familiales soient pleinement indexées, si vous continuez à ramper à plat ventre devant le premier ministre, si vous continuez à manquer de courage, si vous continuez à ramper et à défendre les riches, comme vous le faites présentement, vous allez voir dans les mois à venir, l'année prochaine, il va y avoir des gens qui vont aller vous voir dans vos bureaux, ils vont vous demander des comptes.

Et, monsieur le Président, et je termine mes remarques là-dessus, 1988 va venir rapidement, et en campagne électorale les députés conservateurs vont aller faire du porte à porte, vont aller dans des réunions, vont aller voir les personnes âgées: j'ai besoin de vous. Les personnes âgées vont répondre: où étais-tu quand j'avais besoin de toi? Tu ne t'es pas occupé de moi, fini! Les familles avec enfants... quand ces députés conservateurs vont aller voir les mères de famille: j'ai besoin de vous. Elles vont dire: Où étais-tu quand c'était le temps de nous défendre? Tu n'étais pas là, on se débarrasse de toi! La même chose s'est produite pour tous les dossiers, et je vois que mon temps de parole est écoulé; j'implore les députés conservateurs, c'est la période de Noël, c'est le moment de l'année où toutes les familles se réunissent, c'est la période importante de la famille, et j'ose espérer que les Canadiens et les Canadiennes n'auront pas comme cadeau du Jour de l'An, de la part du premier ministre, des coupures dans les chèques des allocations familiales.

● (1120)

[Traduction]

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, je voudrais rappeler aux députés qu'après la période des questions d'hier, le père Noël est venu nous visiter dans le hall avant. Il avait un long menton et pas de ventre. En fait, c'était un très maigre père Noël. Il a donné des boîtes vides de Diner Kraft aux gens qui étaient là, en particulier à une pauvre femme accompagnée de son enfant. Il était venu à la demande d'un groupe d'aide aux économiquement faibles d'Ottawa. Il était là pour montrer que les économiquement faibles ne voient